



Mettre fin à la crise

La crise actuelle frappe encore plus fort la population, déjà confrontée à d'énormes difficultés, et la réaction des dirigeants de l'Union européenne (UE) menace également la démocratie européenne. Pour le GUE/NGL, l'austérité institutionnalisée à l'extrême aggrave encore la crise et provoque un transfert de compétence des capitales nationales vers la Commission européenne et la Banque centrale européenne, institutions aux membres non élus. Les conséquences de cette situation sont désastreuses. Il est urgent de renverser cette tendance et de prendre des mesures accélérées en faveur de politiques sociales et économiques saines qui seront gage de croissance, de solidarité et de création d'emplois et garantiront que les contribuables ne doivent plus payer la facture de paris financiers inconsidérés. Nos députés européens jouent un grand rôle dans les campagnes menées en faveur d'une taxe sur les transactions financières internationales, d'un contrôle public du secteur bancaire et de la fermeture des paradis fiscaux. Nous travaillons pour une union sociale qui fasse passer les besoins avant les profits et mette fin à la spéculation destructrice qui est à l'origine de tant de pauvreté et de mécontentement social. Les responsables politiques doivent arrêter de ne servir que les puissants et collaborer avec les citoyens afin d'assurer un avenir à l'Europe. Le contrôle démocratique exercé par des représentants élus, tout comme la consultation populaire, est la seule manière de réformer l'architecture de l'UE.

The European United Left/Nordic Green Left presents a vision of a European integration process based on: solidarity, workers' rights, peace, gender equality, civil liberties, democracy and environmental responsibility.



Charalampos ANGOURAKIS
KKE
Grèce



Lothar BISKY
DIE LINKE.
Allemagne



Nicolaos CHOUNTIS
SYRIZA
Grèce



Bairbre DE BRÚN
SINN FÉIN
Irlande



Dennis DE JONG
SP
Pays-Bas



Cornelia ERNST
DIE LINKE.
Allemagne



João FERREIRA
PCP
Portugal



Mikael GUSTAFSSON
VÄNSTERPARTIET
Suède



Takis HADJIGEORGIOU
AKEL
Chypre



Thomas HÄNDEL
DIE LINKE.
Allemagne



Jacky HÉNIN
FRONT DE GAUCHE
France



Jürgen KLUTE
DIE LINKE.
Allemagne



Jaromír KOHLÍČEK
KSČM
République tchèque



Patrick LE HYARIC
FRONT DE GAUCHE
France



Kartika LIOTARD
INDEPENDENT
Pays-Bas



Sabine LÖSING
DIE LINKE.
Allemagne



Jiří MAŠTÁLKA
KSČM
République tchèque



Marisa MATIAS
BLOCO DE ESQUERDA
Portugal



Jean-Luc MÉLENCHON
FRONT DE GAUCHE
France



Willy MEYER
IU
Espagne



Paul MURPHY
SOCIALIST PARTY
Irlande



Younous OMARJEE
FRONT DE GAUCHE
France



Miguel PORTAS
BLOCO DE ESQUERDA
Portugal



Miloslav RANSDORF
KSČM
République tchèque



Vladimír REMEK
KSČM
République tchèque



Alfreds RUBIKS
UC (SPL)
Lettonie



Helmut SCHOLZ
DIE LINKE.
Allemagne



Søren Bo SØNDERGAARD
FOLKEBEVÆGELSEN
MOD EU
Danemark



Georgios TOUSSAS
KKE
Grèce



Kyriacos TRIANTAPHYLIDIS
AKEL
Chypre



Marie-Christine VERGIAT
FRONT DE GAUCHE
France



Sabine WILS
DIE LINKE.
Allemagne



Gabriele ZIMMER
DIE LINKE.
Allemagne



Inês ZUBER
PCP
Portugal



GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE • GAUCHE VERTE NORDIQUE

**QUI SOMMES-NOUS
QUE DÉFENDONS-NOUS
QUE FAISONS-NOUS**



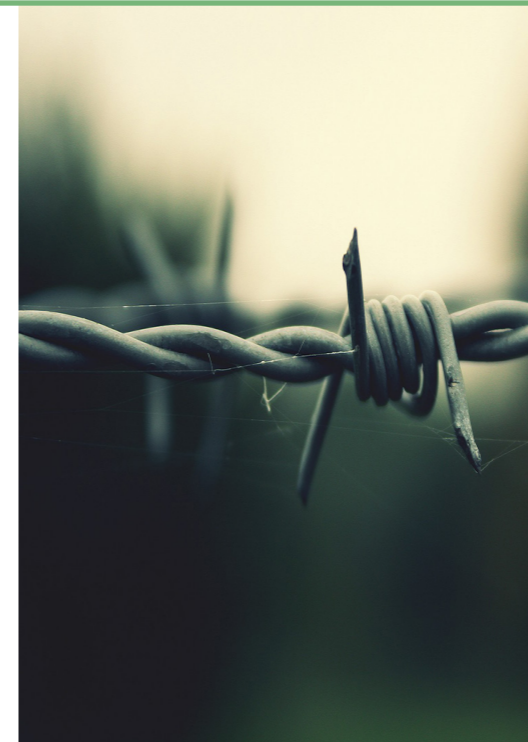


Justice mondiale

L'agriculture, le commerce et la politique énergétique au niveau de l'UE doivent prendre en considération les changements mondiaux, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement. Le groupe GUE/NGL s'engage à mener une réelle politique de développement fondée sur le développement social et économique autonome ainsi que sur la lutte contre la pauvreté. Les droits à l'alimentation, à l'eau potable, à l'énergie, à la souveraineté alimentaire et à la protection des ressources naturelles doivent être reconnus dans le monde entier comme des droits fondamentaux. Nous croyons également au droit de produire et d'importer des médicaments essentiels sans devoir payer de droits aux entreprises pharmaceutiques.

Droits & libertés

À l'avant-plan de la campagne «No Fortress Europe» («Pas de forteresse Europe»), la politique d'immigration au niveau national et européen constitue une préoccupation majeure pour la gauche. La liberté de circulation des personnes est un droit fondamental et l'Europe est responsable envers les victimes des politiques commerciales néfastes de l'UE, en particulier. Les députés européens GUE/NGL soulignent les violations des libertés civiles et font pression pour que les normes relatives aux droits de l'homme passent avant les intérêts économiques dans le monde entier. Au sein de l'UE, nous avons organisé, avec succès, une campagne contre les tentatives de collecte de données non transparentes et disproportionnées menées par les gouvernements et les agences à des fins de «répression».



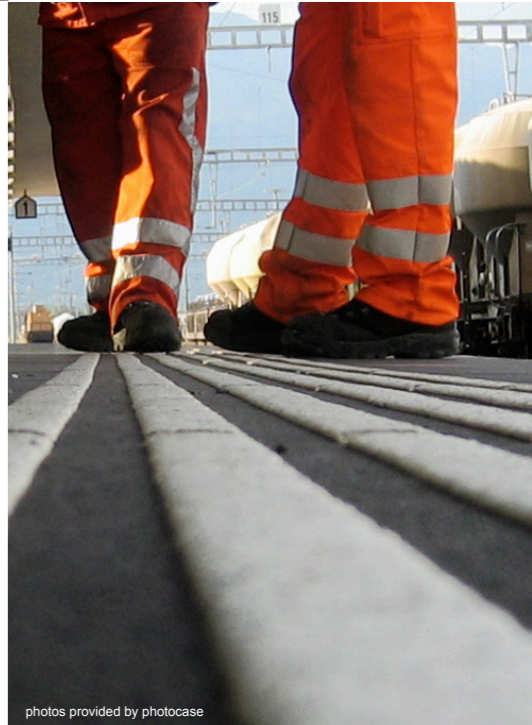
Environnement & climat

Le groupe GUE/NGL estime essentiel que des mesures fortes visant à lutter contre le changement climatique soient réellement intégrées dans tous les domaines politiques de l'UE. Au niveau mondial, nous poursuivons des objectifs ambitieux en vue de lutter contre le changement climatique et nous élaborons des mesures destinées à aider les pays en développement à faire face à l'augmentation de la température de la planète. Le développement d'une économie durable est fondamental pour sortir des crises actuelles, mais les forces de droite privilégient systématiquement les intérêts à court terme de l'industrie et du commerce. En tant que groupe écologique de gauche, nous continuons à défendre nos arguments en faveur de l'énergie renouvelable, du recyclage, des transports publics de qualité, de la protection de la biodiversité et de la qualité de l'air et de l'eau.



Politique sociale et de l'emploi

Un travail de qualité, les droits des travailleurs et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée devraient être les concepts déterminants de la politique de l'emploi de l'UE. Nous cherchons une nouvelle orientation et nous poursuivons la lutte contre les politiques qui accentuent la précarité ou qui tentent de mettre les travailleurs de différents États membres en concurrence au niveau des conditions salariales et de travail. Nos actions en matière de politique sociale sont influencées par une réorientation vers la lutte contre la pauvreté, en particulier la pauvreté infantile, et vers l'exclusion sociale et par la présentation de nouvelles propositions visant à réduire les problèmes rencontrés par les groupes défavorisés et vulnérables.



photos provided by photocase

Paix

Le groupe GUE/NGL estime que la politique étrangère et de sécurité de l'UE doit être basée sur une vision à long terme de la responsabilité de l'Union envers la construction d'un monde pacifique. Cet objectif implique de créer une dynamique de partenariat et de coopération avec les pays tiers tout en donnant la priorité aux normes relatives aux droits de l'homme. En tant que groupe, nous sommes particulièrement actifs sur des sujets liés au Moyen-Orient et nous réclamons constamment la fin de l'occupation des territoires palestiniens par Israël ainsi qu'une solution juste et pacifique fondée sur la coexistence de deux États. En ce qui concerne la militarisation, nous continuons à nous opposer à l'établissement d'un puissant complexe militaire industriel européen ainsi qu'au rôle joué par l'UE en tant que force motrice pour l'armement à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe.



Égalité des genres

Dans la mesure où la crise économique touche davantage les femmes que les hommes, les droits des femmes et l'égalité des sexes revêtent à présent une importance particulière dans les travaux du groupe. Pour résumer, nous œuvrons en faveur d'un équilibre entre les genres et de l'émancipation des femmes. Concrètement, cela signifie que nous luttons contre l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, nous soutenons une participation égale dans la prise de décision, y compris dans les conseils d'administration, nous contribuons à une stratégie européenne globale et générale basée sur une perspective d'égalité entre les sexes et luttant contre la violence faite aux femmes, notamment la mutilation génitale féminine, la violence domestique, la traite des êtres humains et la violence sexuelle. Nous tentons également d'obtenir la reconnaissance des droits génésiques des femmes ainsi que le droit de demander asile pour cause de persécution fondée sur le genre.